

«Nous allons vivre un enfer social»

Le gouvernement de centre-droit est un des pires scénarios qu'Anne Demelenne avait imaginé. Les fuites sorties dans la presse sont de vraies calamités sociales, selon elle. Ses troupes deviennent nerveuses. Elle donne un avertissement. Il ne faudrait pas que ces pistes se concrétisent.

EXPRESS

«C'est ce qui me marque le plus, c'est ce que les négociateurs entendent en termes de diminution de budget des soins de santé.»

«Si toutes ces informations se concrétisent, on sera dans un enfer social et comme d'habitude, la FGTB jouera son rôle de contre-pouvoir.»

«Très clairement, je donne un avertissement. À prendre en considération.»

«La classe moyenne va trinquer. Le MR qui s'en dit défenseur ne fait rien pour la protéger.»

«Le service minimum, ce n'est qu'une emplâtre sur une jambe de bois.»

«Ce gouvernement de centre-droit est un des pires scénarios.»

INTERVIEW ANAÏS SORÉE

Le week-end dernier, Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB, demandait à la coalition suédoise de ne pas le décevoir («L'Echo du 16 août»). Aujourd'hui, c'est au tour d'Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB, de faire pression. Si les propositions dévoilées par la presse se concrétisent, «nous jouerons notre rôle de contre-pouvoir», prévient-elle. Comprenez: des actions sociales sont à prévoir. L'avertissement est clair. La rentrée sera chaude.

Avez-vous passé des vacances sereines?

Même en vacances, je continue à m'informer. Et je dois dire que les informations que j'ai reçues sur ce qui est en discussion sont loin d'être rassurantes. Bien sûr, ce ne sont encore que des informations officieuses.

L'une des pistes évoquées est celle d'un compte-épargne-temps. Qu'en pensez-vous?

Cette idée est présentée de manière positive alors que la réalité, c'est que les travailleurs vont faire des prestations supplémentaires pour financer eux-mêmes des formules de crédit-temps et de prépension. Donc, ce qui, à l'heure actuelle, est financé par l'employeur et par la collectivité, va devoir être assumé par le travailleur. Et que va faire l'employeur, s'il veut engager? Il va regarder la hauteur de l'épargne-temps. Si le travailleur a 80 jours à récupérer, il va lui dire non merci, je n'ai pas besoin de vous. Je demande aux négociateurs de la future coalition de laisser ce genre de dossiers aux interlocuteurs sociaux. Qu'ils ne s'en mêlent pas.

C'est la mesure qui vous a le plus choqué?

Ce qui m'a marqué le plus, c'est ce que les négociateurs entendent en termes de diminution de budget des soins de santé. Ils veulent passer à un taux d'augmentation de 1,5%. Ce sont des moyens en moins. Pour moi, toutes ces mesures sont autant de calamités sociales. Je demande qu'on arrête avec ces ballons d'essai qui augmentent l'inquiétude des travailleurs mais aussi leur nervosité.

Vous croyez réellement que ce sont des ballons d'essai?

En tout cas, si ce genre de propositions se concrétise, on va vivre un enfer social. Pour moi, il s'agit de vieilles recettes libérales du temps de Martens-Gol (81-87). En 2014, ce n'est pas ça qui va nous permettre de sortir de la crise profonde dans laquelle nous sommes. Je tiens à rappeler qu'on n'est pas sorti de la crise économique. Le deuxième trimestre 2014, la croissance a augmenté de 0,1%. Il nous faut des idées neuves.

Un saut d'index est aussi sur la table. Ca vous met hors de vous?

En janvier 2015, on devrait avoir une augmentation du taux de l'indexation. Pour le

travailleur qui gagne 2.000 euros bruts par mois, soit 1.600 euros nets, cela coûtera 40 euros bruts par mois soit 25 euros nets. Si on fait le calcul sur toute la carrière, il aura perdu 27.600 euros bruts avec un seul saut d'index. On est toujours en train de payer maintenant les trois sauts d'index qu'on a connu dans les années 80. C'est dangereux pour le pouvoir d'achat. J'entends aussi qu'on veut nous empêcher de négocier des augmentations de salaire dans les secteurs qui se portent bien. Cela veut dire que les travailleurs qui ont contribué à cette richesse ne pourront pas en retirer des bénéfices. Ce n'est pas correct.

La baisse des cotisations patronales de 33 à 25% vous fait-elle autant réagir?

Parlons-en. On va faire ce cadeau aux entreprises sans aucune condition de créer de l'emploi. C'est à nouveau une vieille recette qui, en plus, a montré son inefficacité. Dans notre baromètre socio-économique, on a montré que les montants de diminution des cotisations sociales sont allés directement renflouer les dividendes des actionnaires. Depuis 1996, ils ont reçu 11 milliards de plus. Parallèlement à ça, le coût d'une telle mesure pour la sécurité sociale est énorme. Il est question de 6 milliards d'euros. Qui va payer la facture? On va pénaliser les travailleurs mais aussi les allocataires sociaux. Alors que rien ne sera mis en place pour l'emploi. Ce qu'il faut, c'est investir dans la recherche et le développement, dans l'innovation et la formation. Ce sont des compétences régionales, mais le fédéral doit tenir compte de ce qui pourra effectivement redynamiser l'économie.

On parle d'augmenter la TVA de 21 à 22%. Que vous gagniez 10.000 ou 400.000 euros bruts par an, vous serez touché de la même manière. C'est une mesure fiscale particulièrement injuste car elle ne tient pas compte de votre capacité contributive. Elle pèsera plus fortement sur les bas salaires.

De plus, les négociateurs veulent augmenter les accises? Mais est-ce qu'ils offrent une alternative aux travailleurs en matière de mobilité?

Pour vous, cette coalition de centre-droit c'était le pire scénario après élections?

C'est un des pires. On sait qu'on a des partis de droite autour de la table, mais là on a affaire à des politiques caricaturales. C'est un gouvernement plus à droite que centre-droit. Et ce qui est perturbant, c'est que le MR qui se dit défenseur de la classe moyenne, ne fait rien pour la protéger. Son pouvoir d'achat va trinquer alors qu'elle est un des moteurs de l'économie.

Vous en voulez au cdH de ne pas avoir rejoint le bateau pour tenter de faire pencher la balance plus au centre?

Les choix de faire partie d'une coalition ou non appartiennent aux partis. Je défends l'indépendance syndicale.

Iriez-vous jusqu'à dire que c'est le gouvernement de la FEB?

Je ne veux pas diaboliser les employeurs. Je pense que certains veulent réellement qu'on sorte de cette crise en tenant compte des travailleurs plutôt que des actionnaires. Au sein de la FEB, il y a plusieurs tendances. Celle qui vise à protéger les lobbys bancaires et les multinationales et, à côté, il y a ceux qui se préoccupent de l'économie réelle et des entrepreneurs. Il ne m'appartient pas de juger laquelle de ces deux tendances va l'emporter.

Vous sentez-vous affaibli par la tournure que prend ce gouvernement à l'approche des négociations interprofessionnelles qui auront lieu en novembre?

Oui. À partir du moment où les négociateurs considèrent que la loi de 1996 doit être revue et que les salaires doivent être cadencés, cela veut dire qu'on va proba-

blement continuer la modération salariale. Or, les salaires sont un élément essentiel pour dynamiser l'économie. En Allemagne, ils sont en train de revenir sur leur politique salariale. Partout où il y a eu des politiques d'austérité, cela a eu des effets désastreux sur l'économie. Si on continue comme ça, on va se retrouver dans une déflation et là tout le monde va souffrir, les travailleurs et les entreprises.

Vous craignez véritablement ce gouvernement...

Je dis que si toutes ces informations se concrétisent, on sera dans un enfer social et comme d'habitude, la FGTB jouera son rôle de contre-pouvoir.

Un de vos collègues de la CGSP a dit que la rentrée serait chaude. Vous confirmez?

Je confirme que si cette coalition met en place ces vieilles recettes libérales inefficaces, nous prendrons nos responsabilités.

Vos troupes sont-elles prêtes à être mobilisées?

Nous suivons ces négociations de très près. Si je tiens le discours que j'ai aujourd'hui, c'est bien

parce qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Très clairement, je donne un avertissement. À prendre en considération. Mais bon, je laisse aux négociateurs le bénéfice du doute, même s'il est minime.

Vous avez planifié des actions à la rentrée?

Nous n'avons pas pour habitude de mener des actions irraisonnées. Ici, je pense que

l'avertissement est clair. Je le fais en bonne et due forme. Nous sommes des personnes de dialogue mais c'est évident que notre message sur la fiscalité n'a pas percuté auprès des formateurs.

Qu'allez-vous faire pour protester contre le service minimum? Une grève? Ce ne serait pas risquer de donner raison au futur gouvernement?

Je ne sais pas comment les cheminots vont réagir. Mais c'est clair qu'on est face à une mesure de provocation par rapport aux organisations syndicales. Une mesure qui est défendue du côté francophone par un parti de droite qui n'est représentatif que d'une partie de la population avec 20 sièges sur 63. Et puis, il faut savoir que le service minimum, ça ne marche pas. Les usagers connaissent encore plus de problèmes avec le service minimum. Imaginons qu'il n'y ait qu'un train sur trois qui roule. Comment va-t-on trier les usagers? Le meilleur moyen pour éviter les grèves, c'est d'éviter les conflits. Et pour cela, il faut un bon dialogue. Le service minimum, finalement, ce n'est qu'une emplâtre sur une jambe de bois. Cela ne résout rien.

Cinq ans de gouvernement de centre-droit, cela va-t-il recréer de la proximité entre vous et le PS et vous permettre de vous réconcilier?

Le PS a toujours été un de nos relais politiques. Mais comme je l'ai dit, je défends l'indépendance syndicale. Et puis, avec le PS, on a toujours dialogué même s'il n'y a jamais eu autant d'actions sociales que ces deux dernières années.

Vous avez annoncé qu'en octobre vous ne vous représenteriez plus au poste de secrétaire générale de la FGTB. Craigniez-vous de partir au pire moment?

Il n'y a jamais de bon moment pour partir. Mais je continuerai à militer syndicalement.